



**Compte rendu de la réunion du groupe de travail Euromed d'EUROCITIES
Turin- Théâtre Regio- Salle « del Caminetto »
9 Novembre 2006**

La réunion s'est ouverte par une allocution du Maire de Turin et Président sortant du Groupe de travail Euromed d'EUROCITIES, **Sergio CHIAMPARINO** qui, après avoir souhaité la bienvenue à tous les participants et avoir remercié les Vice-présidents d'Euromed (Mahdia en Tunisie et Jdédé au Liban) pour leur efficace collaboration, a proposé quelques réflexions sur les deux ans de présidence de la ville de Turin. Le **Maire CHIAMPARINO** a plus particulièrement souligné les avancées significatives qui ont été accomplies aussi bien sur le plan politique que technique tout particulièrement après la rencontre de Barcelone en novembre 2005 à l'occasion des célébrations du 10^{ème} anniversaire du partenariat de Barcelone. **M. CHIAMPARINO** a fait remarquer, que face à une situation aussi tourmentée de quelques régions du bassin méditerranéen, les initiatives pouvant apporter paix et développement comme la réunion Euromed visant à trouver des idées de collaboration ont pris de plus en plus d'importance. Le maire a poursuivi en mettant en évidence le fait que justement à Barcelone des difficultés pratiques avaient été constatées pour traduire cet engagement dans des projets et dans des politiques concrètes. Malheureusement, ce n'est pas encore un résultat suffisant et des efforts devront être faits. Il est certain que la ville de Marseille, unique candidate à la présidence, mettra en avant ce discours de façon appropriée. Le Maire a aussi rappelé que l'appel à proposition MED PACT a été modifié par la Commission Européenne en permettant de mettre en valeur les coûts du personnel dans le co-financement des villes européennes; cela a permis d'épargner 1 million d'Euros environ des frais courants.

Nazih YAZBEK, adjoint au Maire de Jdeidé et vice président d'Euromed pour le Moyen Orient, a ensuite, pris la parole en saluant chaleureusement les personnes présentes et en remerciant toutes les villes adhérentes au groupe Euromed pour leur engagement profus de ces dernières années. En dépit des conditions extrêmement difficiles du Liban au cours de ces derniers mois, la ville de Jdédé a beaucoup travaillé sur la présentation des projets de collaboration dans le cadre de MED PACT en organisant des réunions informatives et en entamant diverses initiatives relatives à ce projet.

Ensuite, l'Adjoint au Maire de Mahdia et vice président d'Euromed pour le Maghreb, **Adnene HAMZA** est intervenu en commençant par saluer les personnes présentes et les remercier pour leur participation massive à la réunion. Il a souhaité un développement important des relations entre le Nord et le Sud de la Méditerranée dans le but d'obtenir une meilleure collaboration et une meilleure concrétisation des projets communs.

Rinaldo BONTEMPI, représentant de la Ville de Turin, a ensuite introduit la session de travail consacrée aux villes libanaises qui, au sein du groupe de travail Euromed, sont en grand nombre. Ces villes se distinguent par leur remarquable vivacité par rapport aux projets et par leur réactivité. Les événements récents au Liban ont conduit à une importante réflexion au sein du groupe Euromed. C'est pour cette raison qu'une session de travail consacrée à « la reconstruction d'un pays déstabilisé par un conflit récent » a été proposée.

Abdel Kader ALAMEDDINE, Maire de El Mina, a vivement remercié la ville de Turin en qualité de Présidente du Groupe Euromed, pour son intérêt manifesté par la situation au Moyen Orient et

pour les différentes actions menées ces deux dernières années. Malheureusement, la situation grave du Liban est bien connue. Suite aux bombardements, les sérieux problèmes économiques du pays se sont vérifiés. En ce moment, il est important de promouvoir la coopération qui, dans une période d'après-guerre, sera la bienvenue pour des Libanais prêts à collaborer avec d'autres villes européennes et extra européennes afin d'obtenir croissance et équilibre.

Béchir ODEIMI, représentant du CGLU au Liban, a pris la parole en exposant ce qui a été fait dans le domaine de la coopération après la guerre : deux villes travaillant depuis plusieurs années avec le Liban se sont mobilisées sous l'égide de l'association Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Des réunions extraordinaires ont été organisées rapidement et la ville de Lyon a coordonné un ensemble de villes libanaises dans le but de reconstruire les villes sinistrées. Par le biais de cette initiative, la réussite de la coopération avec les villes européennes pouvant fournir non seulement des aides économiques mais également toute leur expérience est essentielle. La formation d'un groupe d'experts accompagnant les maires libanais dans le cadre de la reconstruction est vivement souhaité. Les villes de Lyon et de Barcelone ont organisé pour le 1^{er} décembre une réunion concernant les périphéries sud de Beyrouth. Il faut un travail commun pour un développement général mais également des financiers et des bienfaiteurs. La Banque Mondiale a indiqué qu'elle donnera 31 millions de dollars pour les villes libanaises.

Puis, **Luciano GONNELLA** est intervenu. Il est responsable en Italie d'un programme encourageant la liaison des régions européennes aux programmes cadres que l'UNDP a réalisé dans différents pays du monde. **M. GONNELLA** a présenté le programme appelé ARTT (Soutien aux Réseaux Thématiques) aidant à résoudre les problèmes d'intérêts communs à deux niveaux. Au niveau international, ce programme est un instrument facilitant une alliance entre les gouvernements internationaux et locaux. On retrouve le second niveau dans des pays particuliers dont le but est de produire des programmes cadres de développement locale appelés ARTT Gold (gouvernance et développement local). Ceux sont des programmes intersectoriels qui couvrent différents champs d'action, du renforcement des institutions locales au développement économique local, aux services sociaux, éducatifs et sanitaires.

Guillaume ARNOULD, chef du projet de reconstruction du Liban proposé par le CGLU, a commencé son allocution en rappelant que la ville de Lyon, en qualité de Présidente du CGLU local, avait réuni en septembre 2006, les représentants des villes libanaises et les investisseurs internationaux. Même le Premier Ministre libanais a participé à cette rencontre, il a exprimé le soutien total de son gouvernement à cette initiative. **M. ARNOULD** a poursuivi en indiquant que le secrétariat technique du projet de reconstruction avait son siège à Lyon et que son rôle était de mobiliser l'ensemble des réseaux et de trouver des organismes locaux qui interviendraient directement au Liban, en créant un groupe d'experts et de consultants. Trois villes libanaises ont été choisies pour une première expérience, ceux sont les trois villes les plus sinistrées par la guerre : Tyr, Baalbek et la périphérie sud de Beyrouth tandis que Barcelone, Marseille et Lyon sont les villes choisies comme chef de file du projet. **M. ARNOULD** a souligné également le fait qu'il faudra trouver deux autres villes européennes pour participer au projet et demande aux personnes présentes de se proposer.

Roger ASHI, Maire de Mokhtara, a présenté le projet ARAL comme une nouvelle pratique de gouvernance locale et de développement dans les régions libanaises. Un tel projet a pour objectif la promotion de nouvelles pratique de gouvernance locale et le soutien de rapports proches entre les collectivités locales dans le but de maintenir le développement. Les institutions et les habitants sont à la fois acteurs et bénéficiaires de ce projet qui a été renouvelé pour deux ans encore.

Marco BACCIN, représentant du Ministre italien des Affaires Etrangères, a commencé en saluant les personnes présentes de la part de l'Adjoint au Ministre Patrizia Sentinelli qui, malheureusement, n'a pas pu assister à la rencontre. Son intervention a été centrée sur deux points fondamentaux : la situation actuelle au Liban et le rôle que l'Italie a eu et aura encore à jouer dans les prochains mois sur le plan de la sécurité et sur le plan de la reconstruction du Liban. Concernant la sécurité, l'Italie a montré une participation très active et importante avec des initiatives diplomatiques concrétisées lors de la conférence de Rome en juillet qui a vu la participation du secrétaire générale des Nations Unies Kofi Annan et de la Secrétaire d'Etat américaine, Condoleeza Rice. Puis, concernant la reconstruction du Liban, on a assisté à un fort soutien politique et financier de la part de l'Italie. Les fonds atteignent 30 millions d'euros. Un tel soutien a été décrété lors de la Conférence de Stockholm. L'ambassade italienne de Beyrouth

gère directement 15 millions d'euros qui sont destinés aux interventions d'urgence et à réaliser des projets à caractère socio-économique. Les autres 15 millions d'euros sont destinés à un programme de réhabilitation.

Les participants ont assisté ensuite à la projection d'un film sur le Liban montrant les points de vue des collectivités locales concernant l'aide au développement du territoire sur un plan économique, sociale, touristique, éducatif et culturel.

A la fin du film, **Simonetta PAGANINI** est intervenue. Elle est la représentante de l'ANCI (Association des Municipalités Italiennes) et a souligné l'adhésion de l'ANCI au programme ARTT Gold dont a parlé **M. GONNELLA**, dont le but est d'élaborer une action sur la gouvernance et de faire en sorte que l'ANCI soit le point de référence pour les villes italiennes qui voudront le soutenir. Ce programme est à un niveau local mais grâce aux liaisons au niveau national, on peut imaginer construire un réseau avec les administrations locales libanaises participantes au plan de développement générale du pays.

Silvana SCARFATO, Province de Turin, a déclaré que même la Province participait au projet de reconstruction du Liban proposé par le CGLU. De plus, elle a récemment pris part à une première mission à Beyrouth avec les villes de Lyon, Marseille et Barcelone afin de constater les dégâts provoqués par la guerre.

Paolo MORELLO, coordinateur italien du CICU (Comité Italien des Villes Unies) a pris la parole en disant que même si l'Italie était le premier partenaire économique et commerciale du Liban, les échanges avec le Moyen Orient ne se sont pas pour autant développés. Il faut donc renforcer la coopération sur la gouvernance. Un des aspects sur lequel cette coopération doit être fondée est l'implication des personnes développant les services publics, c'est-à-dire les sociétés de services publics comme les compagnies d'eau, les sociétés de ramassage des ordures, des transports publics locaux et des logements.

Rosita DI PERI, représentante de l'Université de Turin et de Paralleli (Institut Méditerranéen du Nord-Ouest) a exposé la stratégie de l'Institut Paralleli concernant le Liban qui a été choisi comme « Pays Objectif » à deux niveaux : un premier niveau d'idéalisation des projets de développement et un second niveau d'actions de sensibilisation sur le territoire afin de faire connaître la réalité libanaise. Un projet sur lequel nous travaillons depuis 1 an consistant à la rédaction d'un recueil et à la création d'une base de données qui rassemblera différents témoignages de personnes ayant subi des pertes pendant la guerre et qui conduira ainsi à la création d'un musée virtuel. **Monica SCHINA**, représentante du groupe SOGES, a présenté l'activité du groupe qui est de prévoir des actions de la part des investisseurs internationaux dans les villes libanaises. SOGES est une société en charge de la réalisation de projets de développement en faisant des appels d'offres aux investisseurs internationaux. Deux projets inscrits dans le cadre du développement des petites et moyennes entreprises ont été évoqués. Le premier projet, dont les fonds sont de 2 millions d'euros, a pour but de créer des districts industriels qui privilégieront 4 secteurs de la production d'usine au Liban en particulier l'édition, l'agroalimentaire, l'informatique et l'emballage. Le but de ce projet est de créer une synergie entre les petites et les moyennes entreprises du même secteur en les faisant utiliser des ressources communes dans le but de développer leur présence et de construire des alliances stratégiques avec des entreprises européennes. Ce sont 300 entreprises libanaises qui bénéficient de ce projet. Le second projet consiste à fournir une assistance technique aux laboratoires libanais pour leur mise aux normes. Ce deuxième projet a des fonds s'élevant à 15 millions d'euros. Le projet que SOGES réalise coûte 3 millions d'euros et les lignes directrices sont : le développement de laboratoires de qualité, l'assistance technique pour leur mise aux normes et la création d'une base de données pour les normes de métrologie au Liban.

Roberto MONTÁ, représentant de la CO.CO.PA (Coordination des Mairies pour la Paix) a expliqué que cette coordination est née il y a 10 ans et qu'elle rassemble 36 collectivités locales de la province de Turin. Son but est de promouvoir la Paix et les Droits de l'Homme par le biais de plusieurs projets. Le mode d'action de la CO.CO.PA est d'assurer l'implication des collectivités locales.

Giorgio GARELLI, responsable du Département pour la Coopération Internationale de la région Piémont, est intervenu en disant que la région Piémont avait développé des initiatives de coopération depuis une dizaine d'années mais qu'il existait des programmes de financement qui

pouvaient encore être faits dans le futur dont le but serait de garantir tout le soutien possible aux pays du sud de la Méditerranée.

Benedetto ZACCHIROLI, ville de Bologne, a présenté les résultats de l'activité du groupe de travail sur la Politique de Voisinage (ENP) d'EUROCITIES présidé par la ville de Varsovie. Bologne, fait partie de ce groupe de travail ENP qui existe depuis 2 ans. L'exigence principale présentée par le groupe ENP est d'arriver à se réunir une fois par an avec le groupe Euromed afin de coordonner les initiatives communes.

Eva SCHULTZ, responsable de la coopération et de la gouvernance d'EUROCITIES, a commencé en affirmant que depuis 2004 l'Union Européenne s'était beaucoup consacrée aux relations avec les pays limitrophes tout particulièrement à l'est de l'Europe et au sud de la Méditerranée. D'un point de vue politique, tous les partenariats existants à l'Est et dans le bassin méditerranéen, sont des actions menées par EUROCITIES rendant la collaboration entre l'Union Européenne et nos voisins plus concrète. L'objectif est de fournir une assistance pour le développement urbain afin de faciliter les relations et de favoriser la réalisation de bénéfices pour ces pays. Le rôle des habitants et des administrations est fondamentale. Le dialogue politique et les réformes sont des priorités comme par exemple le développement et la coopération régionale. Deux types de programme existent : un national et multilatérale et un autre de coopération transnationale. Ce programme coûtera au total 11 milliards d'euros sur 7 ans. 95% de ce montant sera dépensé pour des programmes nationaux ou multilatéraux et les 5% restants seront destinés aux programmes de coopération transnationale. A partir de l'année prochaine, l'ENP remplacera le programme MEDA et une partie du programme TACIS.

Véronique MARCAULERY, ville de Marseille, a présenté le projet PASSEM qui a récemment été financé par le programme MED PACT. Il s'agit d'un projet de gestion côtière euro méditerranéenne. Le projet rassemble cinq partenaires : Marseille (en qualité de chef de file), Rabat en tant que co-leader, Al Fahyaa au Liban, Alexandrie en Egypte et Danzica en Pologne. Le projet durera 36 mois et débutera le 15 janvier 2007 ; il aura un budget total d'1 420 000 euros. Le choix des partenaires a été effectué en fonction des relations déjà existantes. Le projet présente trois grands objectifs : le premier est de renforcer la coopération entre les partenaires, le second est de favoriser le développement local côtier et le troisième est de promouvoir l'utilisation des instruments d'aménagements et de gestion par la municipalité dans le but d'associer les acteurs de la société civile. Les thématiques communes sont l'ingénierie côtière et le développement soutenu appliqué à des projets déjà existants.

Franco LA TORRE, représentant des Ressources pour Roma Spa, a présenté le projet SHAMS dont le chef de file est la Région Bruxelles Capitale. La ville tunisienne de Mahdia participe à ce projet en qualité de co-leader. En arabe, le mot SHAMS signifie « soleil ». Le but de ce projet est de tirer profit des expériences réalisées à travers la réalisation d'un projet pilote précédant MED ACT pour le développement urbain. Les questions les plus urgentes relatives à la réalisation stratégique et à la gestion intégrée des ressources pour la protection de l'environnement sont posées. Le budget total est d'environ 900 000 euros pour une durée de 3 ans. 11 villes sont partenaires. Au sein du projet, quatre activités principales sont combinées, deux sont définies comme projets pilotes : le premier projet pilote vise à soutenir la ville de Bosra en Syrie dans l'élaboration d'une stratégie de développement grâce à la mise en valeur de son patrimoine historique et culturel. Le deuxième est consacré à la définition d'une stratégie de la gestion intégrée des ressources naturelles. Les villes de Sousse et Mahdia seraient intéressées par ce projet. Puis, il y a également une autre activité qui concerne l'échange des capacités, des compétences des pays non-membres de l'UE. Enfin, des conférences sont également prévues.

Alberto ANTONIOTTO, représentant de l'Université de Turin, a exprimé l'entière collaboration de son université avec les différentes villes méditerranéennes dans le domaine de la formation, des échanges d'expériences formatives de recherches. Ces dernières années, un master management international et maintien de la paix a été créé avec le soutien des collectivités locales. Les thèmes abordés par ce master sont : l'urgence, l'assistance humanitaire, l'aide aux réfugiés, la sauvegarde des Droits de l'Homme et la sécurité.

Raffaella SCALISI, chef du Département Relations Internationales de la Municipalité de Turin, a exposé le bilan de Turin à la tête de la Présidence du Groupe de travail Euromed pendant ces deux ans. Le groupe Euromed est très solide et a atteint des résultats importants que ce soit en terme de financements ou bien en terme d'échanges d'expériences et de connaissances. Mme

SCALISI a remercié EUROCITIES qui au cours de ces dernières années a soutenu le groupe de travail Euromed et dont la volonté était de toujours voir mis en avant le travail accompli. Puis, Mme **SCALISI** a remercié les villes de Mahdia et de Jdédé en tant que vice-présidentes, les villes de Rome, Barcelone et Fès pour avoir accueilli des réunions. De plus, elle a tenu à mettre tout particulièrement en avant le programme de formation pour les villes du sud. En juillet 2006, la ville de Turin a accueilli pendant une semaine une importante délégation libanaise qui a fait de nombreuses visites techniques et des rencontres formatives avec des techniciens de la Municipalité. Des initiatives semblables ont été menées à Barcelone et à Bordeaux.

Ensuite, Mme **SCALISI**, a évoqué le discours tenu en avril 2005 auprès du Parlement Européen avec le soutien de la parlementaire Pasqualina Napolitano. Cette intervention a eu pour but de présenter un document concernant la révision du processus de Barcelone. Mme **SCALISI** a rappelé également la clairvoyance que le groupe des EUROCITIES a eu à Barcelone à l'occasion du 10^{ème} anniversaire du partenariat signé dans la ville catalane. Puis, elle a fait remarquer l'importance du dernier avis MED PACT qui, au départ prévoyait que les villes européennes ne pourraient pas cofinancer les coûts du personnel à travers les projets. A l'initiative du Maire de Turin, qui a adressé une lettre à la Commission Européenne, cet avis a été corrigé et maintenant le cofinancement est admis à un certain coût pour obtenir ainsi un nombre qui ne soit pas différent des coûts valorisés. Enfin, **Raffaella SCALISI** a cité l'Institut Paralleli que la ville de Turin a soutenu depuis sa création. L'institut a organisé de nombreuses initiatives au niveau local, national et international.

Puis, a eu lieu l'élection du nouveau président du Groupe de travail Euromed des EUROCITIES. Avec une seule et unique candidature pour la Présidence (la municipalité de Marseille) **Rinaldo BONTEMPI** (coordinateur de la session), a demandé à l'assistance si elle voyait une objection à la nomination de Marseille. Toutes les personnes présentes se sont mises d'accord et Marseille est donc devenue le nouveau Président du groupe Euromed. Par la suite, la ville de Fès (Maroc) est élue vice-présidente pour le Maghreb et la ville de Jdédé (Liban) est reconduite comme vice-présidente pour le Moyen Orient.

Dominique VLASTO, Conseiller de la Municipalité de Marseille et Député Européen, a fortement remercié tous les participants et a affirmé que Marseille continuerait sur la voie déjà bien tracée par Bordeaux (premier Président du Groupe Euromed) et par Turin, Président sortant. Mr **Vlasto** a ensuite présenté le programme de travail pour les deux prochaines années et a poursuivi en expliquant que les relations avec les institutions communautaires devront être renforcées afin de créer un instrument financier spécifique tourné vers la coopération décentralisée. De plus, le partenariat entre les villes EUROCITIES et les pays méditerranéens devra être étendu. Enfin, l'implication de la société civile et des universités sera nécessaire.

Anna CASTELLANO, Adjointe à la Culture et à la Coopération Internationale de la ville de Gênes, **Benetto ZACCHIROLI**, représentant du Cabinet du Maire de Bologne et **Franco LA TORRE**, représentant de la ville de Rome, ont exprimé leur avis sur le travail effectué par la ville de Turin et espèrent que la politique d'élargissement se poursuivra avec la nouvelle Présidence de Marseille. Puis, ils ont exprimé leur entière collaboration avec les villes de Marseille, Jdédé et Fès.

Eva SCHULTZ a affirmé qu'il était important de renforcer les liens entre le groupe Euromed et les EUROCITIES. Le Comité Exécutif des EUROCITIES recevra trois fois par an un rapport sur les problèmes rencontrés et sur les succès obtenus au cours de l'année. Une forte activité des lobbyings s'est révélée efficace avec les Commissaires de l'Union Européenne. Un des objectifs pour l'avenir est de continuer à travailler avec la Présidence européenne.

Rinaldo BONTEMPI, a clos la journée en remerciant tous les participants et les a conviés à la prochaine réunion qui, d'après les accords pris entre la ville de Marseille et la ville de Jdédé, devrait se tenir dans cette ville libanaise au début de l'été 2007.